



Communiqué conjoint

Rencontre à Bruxelles entre l'UE et les ministres des Affaires étrangères des pays du G5 Sahel- Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad

(17 juin 2016)

Le 17 juin 2016, la Haute Représentante et Vice-Présidente de l'Union européenne (HRVP), Mme Mogherini, le Commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, M. Stylianides, le Commissaire pour la coopération internationale et le développement, M. Mimica, le Commissaire chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, M. Avramopoulos, le Représentant Spécial de l'UE pour le Sahel, M. Losada, et les Ministres des Affaires étrangères des pays du G5 Sahel, M. Barry (Burkina Faso), M. Diop (Mali), M. Ould Amhed IzidBih (Mauritanie), M. Yacouba (Niger), M. Faki (Tchad), le Secrétaire permanent du G5 Sahel, M. Najim et le Représentant de la Banque Européenne d'Investissement, M. Fayolle se sont réunis à Bruxelles. Ils se sont vivement félicités de cette rencontre et ont adopté le communiqué suivant:

L'UE et les pays du G5 Sahel se trouvent confrontés à des défis communs auxquels nous devons répondre ensemble. Notre rencontre nous a permis de consolider le **partenariat stratégique entre l'UE et le G5 Sahel**, lancé en juin 2015, et qui représente un élément essentiel de notre relation. Nous restons déterminés à faire du Sahel un espace de paix, de développement et de stabilité sur le long terme. La lutte contre le terrorisme, la migration irrégulière et les trafics illicites restent des priorités communes des pays du G5 Sahel et de l'Union européenne. Nous sommes unis dans notre volonté de relever ensemble ces défis.

Nous partageons l'analyse selon laquelle la situation au Sahel reste soumise à des défis sécuritaires, socio-économiques et humanitaires considérables. Malgré les efforts remarquables des forces de sécurité et de défense des pays du G5 Sahel, la **menace terroriste** reste réelle, avec une capacité de nuisance qui s'étend de la Libye jusqu'en Côte d'Ivoire, en passant par le Bassin du Lac Tchad où sévit encore Boko Haram. Les trafics de drogue et d'êtres humains, notamment dans les zones transfrontalières, alimentent cette menace terroriste. Nous condamnons très fermement les récents attentats terroristes qui ont eu lieu à Bamako, à Ouagadougou et à Grand-Bassam ainsi que l'attaque sur la localité de Bosso au Niger. Dans ce contexte, nous sommes unanimes sur la nécessité de renforcer les capacités de sécurité et de défense de l'ensemble de la région, ainsi que la coopération transfrontalière dans ces domaines.

Nous avons également réitéré l'importance de garantir la sécurité des frontières **libyennes** pour la sécurité régionale et européenne. Dans ce cadre, nous encourageons tous les efforts de stabilisation et de gestion intégrées de ces frontières.

Dans le cadre du processus de **paix au Mali**, nous avons salué les progrès accomplis par le gouvernement et les mouvements signataires, notamment à l'issue de la 9ème session du comité de suivi de l'accord de paix et souligné que son appropriation et son accélération étaient fondamentales. La stabilité du Mali est essentielle

pour la stabilité de toute la région. Nous appelons toutes les parties signataires à faire tout leur possible pour mettre en œuvre l'accord rapidement et respecter les engagements pris à cet égard. L'UE soutient pleinement l'action de la MINUSMA ainsi que celle de l'Opération Barkhane et salue les efforts des pays du G5 Sahel qui contribuent activement à la consolidation de la paix au Mali, malgré les pertes importantes en vies humaines qu'ils subissent.

Nous restons très préoccupés par les conséquences souvent tragiques de la **migration irrégulière**. Guidés par les principes de solidarité, de partenariat, de responsabilité partagée et de volonté de lutter ensemble contre les drames de la migration irrégulière, nous nous engageons à poursuivre les efforts collectifs de la mise en œuvre du Plan d'Action adopté lors du sommet de la Valette sur la migration, y compris par la tenue de Dialogues de Haut Niveau et l'établissement de partenariats pour la migration avec les principaux pays tiers d'origine et de transit.

La **coopération entre le G5 Sahel et l'Union européenne**, soutenue par une Feuille de route conjointe UE-G5 Sahel, sera sensiblement renforcée par l'adoption, le 13 juin dernier, de plusieurs projets additionnels, sur financement du Fonds Fiduciaire, mis en place lors du Sommet de la Valette. Ces projets, pour un montant de 148 millions €, appuieront les pays de la région dans la gestion des flux migratoires, le renforcement de la sécurité dans les zones frontalières, dans la lutte contre la criminalité organisée et la création des opportunités économiques durables pour la jeunesse. Cette décision porte la contribution du Fonds Fiduciaire à près de 400 millions d'euros pour la région. Elle vient compléter l'ensemble des actions déjà prévues dans le cadre des programmes bilatéraux de coopération. Le G5 Sahel salue également l'intention de l'Union européenne de donner une dimension plus régionale à ses missions PSDC, présentes au Mali et au Niger.

L'UE et le G 5 Sahel réaffirment que la **jeunesse** constitue un axe prioritaire de leurs actions. C'est pourquoi ils ont participé conjointement à un dialogue avec une cinquantaine de représentants de la jeunesse du Sahel afin d'aborder avec eux les aspirations de la jeunesse sahélienne à une vie de prospérité de liberté et de sécurité, à travers la mise en œuvre d'actions concrètes.

Ils saluent également les mesures adoptées récemment par l'Union européenne pour faciliter l'admission et le séjour des étudiants, chercheurs, stagiaires et bénévoles de pays tiers et le processus d'élaboration d'une stratégie intégrée de la jeunesse du G 5 Sahel et son plan d'action régional.

Nous avons convenu d'étudier la possibilité d'organiser à Bruxelles, et dès que possible, une table ronde des partenaires, y compris le secteur privé, pour répondre aux défis de la région et aux besoins notamment exprimés dans le Programme d'Investissements Prioritaires.

Nous restons engagés à poursuivre ce partenariat stratégique et sommes convenus de tenir le prochain dialogue UE-G5 Sahel en 2017 dans la région du Sahel.